

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 13/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SWISS KRONO

Route de Cerdon
45600 Sully-Sur-Loire

Références : 476/2024 - VAT20240611
Code AIOT : 0010004585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement SWISS KRONO implanté Route de Cerdon 45600 Sully-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 07/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une visite réactive suite à un incendie au niveau d'un sécheur basse température IMAN 2 intervenu le 05/11/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SWISS KRONO
- Route de Cerdon 45600 Sully-sur-Loire
- Code AIOT : 0010004585

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site appartient au groupe SWISS KRONO créé en 1966 dont le siège social est basé à Menznau, près de Lucerne en Suisse. Le groupe est l'un des principaux fabricants mondiaux de matériaux en bois.

L'usine de Sully-sur-Loire est spécialisée dans la fabrication de panneaux de particules bruts et transformés (mélaminés) et de panneaux et dalles Oriented Standard Board (OSB). Elle est implantée sur près de 52ha parmi un ensemble foncier appartenant à la société de plus de 138ha. Elle comprend 10ha de bâtiment et 12ha de parc à bois.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art 7.5.7	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
5	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art 2.5.1	Demande d'action corrective	60 jours
6	Déchets	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art. 5.1.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art 2.5.1	Sans objet
2	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art 4.2.4	Sans objet
4	Surveillance et réseau de détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 55- A	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
Constats : Un incendie s'est déclaré le 05/11/2024 sur le séchoir basse température IMAL 2 vers 19h00. L'exploitant a prévenu dès le lendemain l'inspection des installations classées. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art 4.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une mousse sur la voirie à proximité de la zone de l'incendie. Cette substance non identifiée par l'exploitant peut être lessivée et rejoindre le canal à ciel ouvert pour se rejeter dans le milieu récepteur. L'inspection a demandé à l'exploitant de fermer l'obturateur du canal à ciel ouvert afin de pouvoir recueillir cette mousse dans ce canal. A la fin de la visite, l'obturateur était fermé. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Élimination des substances dangereuses
Prescription contrôlée : L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la mousse lessivée sur le sol a suivi une filière

appropriée dans le cadre de son élimination.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de fournir tout justificatif de l'élimination de la mousse lessivée sur le sol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Surveillance et réseau de détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 55- A
Thème(s) : Risques accidentels, risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un réseau de détecteurs [...]
Constats : Le système de détection d'étincelle GRECON installé au niveau des 2 sècheurs basse température fonctionne selon deux niveaux d'alerte. Le niveau 1 est un niveau d'attention où le personnel de SWISS KRONO vérifie et acquitte sur place le dysfonctionnement. Le niveau 2 est un niveau d'alerte maximale qui lance le système d'extinction incendie. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Le réseau de sprinklage installé au niveau du sécheur basse température IMAL 2 s'est affaissé lors de l'incendie. Les crochets qui fixaient ce réseau d'eau au dessus des bandes ont fondu sous l'effet de la chaleur. Cet constat interpelle sur la conformité de l'installation de sprinklage dans sa conception et/ou sa

<p>réalisation.</p> <p>L'exploitant signale que l'analyse des causes et la définition des actions à mettre en place pour éviter le renouvellement du même événement est en cours.</p> <p>Le rapport d'accident avec l'analyse des causes n'a pas été transmis dans le délai de 15 jours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un rapport d'accident circonstancié avec l'analyse des causes et les mesures prises pour éviter son renouvellement notamment au niveau de l'autre sécheur BT.</p> <p>L'exploitant doit justifier de la conformité de l'installation de sprinklage à un référentiel reconnu et aux règles de l'art, attendu que l'accrochage du système n'a pas tenu et des mesures prises avant la remise en service du sécheur basse température IMAL 2 pour y remédier ainsi que les mesures prises au niveau de l'autre sécheur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 6 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art. 5.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déchets traités à l'extérieur de l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le volume d'eaux d'extinction incendie mis en œuvre par SWISS KRONO au début de l'incendie et par les pompiers ensuite est de 214 m³. L'exploitant signale que les pompiers ont employé de l'eau avec additif sans fluor. La totalité des eaux a été pompée par SGA Meyer. L'exploitant n'est pas en mesure de fournir à l'inspection la traçabilité d'élimination de ces eaux dans la filière appropriée.</p> <p>L'exploitant indique que les eaux d'extinction incendie pompées par SGA MEYER ont été arrosées sur les sciures. L'exploitant explique que les sciures jouent un rôle filtrant. Le procédé de traitement et d'élimination précédemment défini n'est pas autorisé par l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées</p>

un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours